

Table des matières

1	Actus franciliennes	2
2	Les défaillances d'entreprises ralentissent en Ile-de-France	3
3	Un plan pour doper le commerce en Ile-de-France	4
4	Ile-de-France Mobilités sécurise l'explosion de sa dette.....	5
5	Ile-de-France : la région présente un pass de tourisme et de transport	6
6	Conseil de Paris : la ZAC Bercy-Charenton votée de justesse	7
7	Jour J très incertain pour la succession de Gattaz	8
8	Présidence du Medef : une campagne atypique jusqu'au bout.....	9
9	Les chefs d'entreprise se sentent peu ou mal représentés par le Medef	12
10	La suppression totale de la taxe d'habitation sera finalement financée par... le déficit...	14
11	Ces initiatives locales qui favorisent l'emploi	15
12	Recrutement temporaire : Bruce lève 5 millions d'euros pour dominer le marché français	16
13	Crédits à la consommation : faut-il profiter des taux bas ?	18
14	Bolloré fait confiance à Alibaba pour sa transformation numérique	20
15	Réforme des retraites : comment l'exécutif tente de déminer le terrain	22
16	Réforme des retraites : les cinq dossiers qu'il va falloir déminer.....	24
17	Gouvernement : les ministres passent leur entretien d'évaluation	26
18	Le redécoupage électoral affole les députés	27
19	Afrique: Macron est rattrapé par la realpolitik	29
19.1	Rony Brauman, ancien président de MSF : «Les interventions militaires françaises créent des rentes sécuritaires en Afrique» // https://www.lopinion.fr/edition/international/rony-brauman-interventions-militaires-francaises-creent-rentes-155445	30
20	En Allemagne, Merkel sauve son gouvernement mais reste en sursis	31

III ILE-DE-FRANCE

LES ECHOS – 03/07/2018

1 Actus franciliennes

75 PARIS **FORUM 1ERS CONTACTS #20ANSILAB**

Jeudi 5 juillet, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation organise avec Bpifrance, le Forum 1ers contacts #20ansilab. Il propose des ateliers et des rendez-vous avec des experts en création d'entreprises innovantes. La remise des prix du concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes clôturera le forum. Inscription gratuite en ligne : <https://goo.gl/6JeJSq>

78 YVELINES **PRÉ-INSCRIPTIONS / PRIX DE L'ENTREPRENEUR 2018**

La communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise a ouvert les pré-inscriptions au Prix de l'Entrepreneur 2018 le 1er juillet. Ce concours est ouvert aux étudiants, porteurs de projet ou chefs d'entreprise. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 15 décembre 2018. Plus d'informations sur : <https://goo.gl/NbhVZy>

91 ESSONNE **TABLE RONDE / PRÉPARER UNE NÉGOCIATION**

Jeudi 12 Juillet, de 8h30 à 10h30, la Chambre de Commerce et

d'Industrie d'Évry propose une « table ronde nouveaux entrepreneurs » sur la préparation d'une négociation commerciale. Les participants pourront échanger leurs expériences. L'inscription est gratuite mais requise : <https://goo.gl/8GUZkx>

92 HAUTS- DE-SEINE **SOIRÉE FIN DE SAISON / SO DIGITAL !**

Mardi 10 juillet à partir de 18h, Seine Ouest Digital, l'agence numérique de Grand Paris Seine Ouest, organise une soirée de fin de saison 2017 / 2018. Le barbecue est organisé en partenariat avec la communauté Nextdoor et le Boss Club PME, dans les locaux de Nextdoor Issy Village. Inscription payante sur : <https://goo.gl/hXtYTI>

93 SEINE- SAINT-DENIS **RÉUNION / FINANCEMENT AAP R&D**

Mardi 10 juillet de 10h à 12h, Incub'13 (campus de l'Université Paris 13, Villetaneuse) accueille une réunion d'information sur le financement des appels à projets R&D. Destinée aux Porteurs-cuses de projet, innovateurs-trices, entrepreneurs-es, elle est organisée par les équipes de Cap Digital qui répondront aux questions sur les appels à

projets R&D en cours. Inscription gratuite sur : <https://goo.gl/W8qaE9>

94 VAL- DE-MARNE **ATELIERS 3,2,1 CRÉEZ À LA CCI**

Mardi 17 juillet, de 9h30 à 12h30, la CCI du Val-de-Marne propose un atelier intitulé « 3, 2, 1 Créé ! ». Il aborde les facteurs clés du succès d'un projet de création d'entreprise, sa pertinence commerciale, sa faisabilité financière et les moyens à développer. L'atelier s'adresse aux créateurs d'entreprise en début de projet. Information et inscription sur : <https://goo.gl/DppQ8J>

95 VAL- D'OISE **SOIRÉE DES LAURÉATS / RÉSEAU ENTREPRENDRE**

Jeudi 5 juillet à Herblay, le Réseau Entreprendre Val-d'Oise organise sa 7ème Soirée des lauréats. Elle permettra de rencontrer les 11 entreprises et 19 entrepreneurs sélectionnés par des chefs d'entreprises, membres de l'association. La soirée commence à 17h30 par la découverte du village des lauréats 2017, suivie à 19h par l'ouverture de la Cérémonie de présentation et la remise des trophées avant un cocktail. Inscription gratuite sur : <https://goo.gl/sJ4Eac>

2 Les défaillances d'entreprises ralentissent en Ile-de-France



Après un pic début 2016, le nombre de liquidations judiciaires ne cesse de diminuer en Ile-de-France. À fin mai 2018, les ouvertures de procédures de sauvegarde s'établissent à 30% en-dessous du pic historique de 1993 et à 9% en-dessous du pic de 2009, apprend-on du dernier bilan de la CCI Paris Ile-de-France.

Dépôts de bilan : 9 000 emplois ont été détruits en 12 mois en Ile-de-France

Des dépôts de bilan à n'en plus finir ? La série noire semble enfin terminée ! Au plan national, les ouvertures de procédures de sauvegarde se situent désormais à 17% en-dessous de leur niveau de 1993 et à 16% en-dessous de celui de 2009. Sur un an, la baisse a été de 7% en moyenne nationale, mais de seulement 2,5% dans la région Ile-de-France. Cette moindre vitalité (ou en tout cas cette moindre remise de la crise) des entreprises franciliennes est significative dans la mesure où la région Ile-de-France représente 30% du PIB métropolitain.

Et les mauvaises nouvelles ne s'arrêtent pas là pour la région Ile-de-France. Bien que le nombre de procédures de sauvegarde soit en baisse, le nombre d'emplois touchés dans le cadre de ces procédures collectives est en hausse : sur 12 mois, 9 000 salariés ont perdu immédiatement leurs emplois, et 18 500 autres emplois (+66% sur 12 mois) se trouvaient dans les entreprises concernées par une procédure de sauvegarde ou un redressement judiciaire.

Un contexte national mitigé et incertain

Globalement, la CCI Paris Ile-de-France note un regain d'attractivité de l'économie française et une hausse des investissements étrangers (le Brexit aidant), une augmentation des créations d'entreprises au 1er trimestre malgré une stabilisation au mois d'avril 2018, une accélération du volume des ventes dans le commerce de détail, une hausse du salaire moyen et une diminution très significative des demandes de délais adressées à l'URSSAF par les très petites entreprises.

Mais tout n'est pas rose pour autant. Des menaces de tensions protectionnistes en provenance des États-Unis planent sur la France, la croissance est en retrait dans la zone euro, elle ralentit également en France au 1er trimestre 2018. Le moral des patrons de PME-ETI se tasse, la consommation des ménages recule, les prix à la consommation augmentent, de même que les prix du pétrole. Une légère remontée du taux de chômage et une diminution de l'emploi salarié sont également enregistrées au 1er trimestre 2018.

Par [Anton Kunin](#)

LE PARISIEN – 03/07/2018

3 Un plan pour doper le commerce en Ile-de-France



Le développement de la street food est une des pistes possibles afin d'attirer les clients dans les coeurs de ville.

La Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Paris Ile-de-France a fédéré des acteurs régionaux et nationaux pour aider les 144 000 commerces franciliens à s'adapter aux nouvelles attentes des consommateurs.

Préfecture de police, collectivités territoriales, fédérations professionnelles, organisations patronales... Toutes unies pour accompagner les 144 000 commerces franciliens, à l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Paris Ile-de-France. « En tant qu'organisme public donc neutre, nous voulons rassembler les points de vue de tous les acteurs, explique son président Didier Kling. Le contexte économique est bon, mais les commerçants s'inquiètent car les centres-villes se vident sur fond de concurrence par les plates-formes sur Internet. »

Faire revenir les clients en centre-ville

Après six mois de discussions et en s'appuyant sur une enquête auprès de 2 400 commerçants de la région, « la plate-forme partenariale en faveur du commerce en Ile-de-France » a défini quatre défis à relever pour la profession : optimisation des mobilités et des livraisons, concurrence sur Internet, sécurité et relation client. Sur ce dernier point, six actions sont au programme dès cette année, parmi lesquelles « attirer la clientèle dans les centres-villes en améliorant leur attractivité » et « stimuler l'achat par la création d'événements commerciaux d'ampleur locale et nationale ».

« Tout doit être mis en œuvre pour faire revenir les clients en cœur de ville, espère Monique Robin, présidente de la Fédération nationale des marchés de France, qui travaille avec la CCI Paris IDF. Par exemple, en organisant des événements commerciaux, comme notre marché des enfants pour apprendre à manger frais. »

Autre piste, le développement de la « street-food » : « Il faut que le client puisse manger, prendre l'apéritif, qu'un poissonnier puisse lui ouvrir six huîtres servies avec du vin blanc, ou qu'un boucher lui offre de la viande cuite à la plancha, en même temps qu'il fait ses courses. Les valeurs de partage et de simplicité, le lien social, c'est ça le marché », affirme-t-elle.

Valoriser les circuits courts

Mobilisée, la plate-forme a ainsi prévu d'instaurer « une journée fédératrice pour le commerce axée sur l'achat qualitatif et non sur les prix ». L'événement doit mettre en avant les métiers et les circuits courts. En parallèle, les différents acteurs promettent de faire pression sur le législateur pour, par exemple, « accélérer les formalités administratives, notamment par voie dématérialisée, pour l'installation de commerces en ville ».

Enfin, des campagnes de sensibilisation insisteront à partir de septembre sur la diversité de l'offre, l'authenticité et la personnalisation. Trois maîtres-mots pour repenser sa relation client à l'ère numérique.

Emmanuel Le Roch, délégué général de Procos, fédération pour la Promotion du commerce spécialisé : « Le but, c'est que tous les acteurs échangent »

Pourquoi faites-vous partie de cette « plate-forme » ?

EMMANUEL LE ROCH. Le but, c'est de continuer à réfléchir ensemble au commerce de demain. Ce qui est important, c'est que tous les acteurs de la ville soient en capacité de mieux échanger sur ce sujet, en particulier sur l'intégration des commerces dans les territoires.

Quelle expertise pouvez-vous apporter ?

Notre ADN, depuis quarante ans, c'est l'analyse des commerces en centre-ville ou dans les centres commerciaux. Chaque mois, nous menons des études par zones géographiques pour le compte des 280 enseignes et 65 000 magasins de notre fédération. Notre bureau d'études est prêt à mettre à disposition ces enquêtes de terrain mises à jour régulièrement.

A quoi servent-elles ?

Cela nous permet de comprendre le fonctionnement d'un commerce, selon son loyer et son chiffre d'affaires. Mais ce n'est pas que de l'analyse statistique. Il s'agit aussi d'observer les différents flux et les entrées en magasin par exemple.

Quelles actions pouvez-vous mener ?

Nous pouvons favoriser la mise en contact entre élus et commerçants au sujet d'un projet urbain ou les orienter vers des promoteurs quand ils réfléchissent à une opération pour dynamiser un territoire avec des enseignes.

LES ECHOS – 03/07/2018

4 Ile-de-France Mobilités sécurise l'explosion de sa dette



Pour financer son plan à 15 milliards afin de moderniser le réseau de transport public francilien, l'autorité organisatrice des transports de la région parisienne a obtenu une très bonne note par l'agence Moody's.

Difficile d'espérer plus vibrant hommage ! L'[agence de notation](#) américaine [Moody's](#) a attribué la note Aa2/Prime-1 pour la dette long et court terme à Ile-de-France Mobilités (IDFM), l'autorité organisatrice des transports en région parisienne. S'agissant d'un organisme public, l'ex Stif (Syndicat des Transports d'Ile-de-France), auquel il revient de définir et de financer les transports de banlieue assurés par la SNCF, la RATP et les bus d'Optile, ne pouvait pas espérer une note supérieure.

L'agence lui décerne surtout des lauriers pour la manière dont il a su trouver des [sources de financement](#) supplémentaires afin de restaurer l'état de ses finances, malgré plusieurs dépenses qui n'avaient pas été programmées comme le Passe Navigo à tarif unique en 2016. Elle se fonde aussi sur

la situation économique de l'Ile-de-France et la place qu'elle tient dans l'économie nationale, par exemple avec un revenu annuel moyen par habitant de 56.000 euros, soit 1,7 fois la moyenne nationale.

10 milliards d'euros de dette

« Nous avons d'énormes besoins de financement, explique aux « Echos » Laurent Probst, directeur général d'Ile-de-France Mobilités. En 2016, nous avons lancé 10 milliards d'euros d'investissement en matériel ferroviaire, 2 milliards d'euros pour le bus et 3 milliards d'euros pour d'autres investissements, par exemple dans les gares ». L'ensemble ne sera pas financé uniquement par emprunts mais « la dette d'IDFM, actuellement d'1,7 milliard d'euros, devrait dépasser 10 milliards d'euros à l'horizon 2025-2030 », annonce le dirigeant.

Jusqu'à maintenant, IDFM a surtout emprunté auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI), de la Caisse d'Epargne et d'investisseurs allemands. « Nous aurions pu continuer à le faire mais cela nous mettrait à la merci de retournements. Nous souhaitons donc nous adresser aussi à d'autres investisseurs, notamment de long terme, poursuit Laurent Probst. Nous prévoyons donc des émissions obligataires et des émissions vertes dont les investisseurs sont très friands ».

Pour son directeur général, IDFM est d'autant plus attractif qu'outre les concours fiscaux - comme le relèvement du versement transport qu'acquittent les entreprises qu'a obtenu la Région Ile-de-France - l'organisme a su aussi accroître ses recettes. Lutte contre la fraude, reprise du trafic portée par la croissance économique et redémarrage du tourisme ont aussi contribué.

Financer le Grand Paris Express

Reste qu'IDFM n'est pas au bout de ses peines. Moody's évoque la mise en service des 200 kilomètres de ligne du métro de rocade Grand Paris Express et l'ouverture des services à la concurrence. Le financement de la première tranche de matériel roulant, pour 2 milliards d'euros, est pratiquement acquis.

Reste à trouver 1 milliard de recettes supplémentaires pour financer les coûts d'exploitation générés par le réseau lorsqu'il sera terminé à l'horizon 2030. « Ce sera très progressif mais nous n'évudons pas la question », assure Laurent Probst. De même pour l'ouverture, étape par étape, des services à la concurrence. « C'est un enjeu énorme », conclut-il, en rappelant que c'est demain (2020) pour le tram T9, et en 2024 pour les lignes 15 et 16 du Grand Paris Express, ce qui suppose de lancer les appels d'offres au plus tard en 2020.

Dominique Malécot

EUROPE 1 – 03/07/2018

5 Ile-de-France : la région présente un pass de tourisme et de transport



Le pass donnera aux touristes français et étrangers l'accès à des activités culturelles franciliennes.

Le "Paris Region Pass" donnera aux touristes français et étrangers l'accès à des activités culturelles franciliennes, en plus d'un forfait Navigo. Il sera proposé entre 69 et 189 euros.

La présidente de la région Ile-de-France Valérie Pécresse (LR) a annoncé lundi la création d'un titre combinant des offres de tourisme et de transport, destiné aux [visiteurs de la région](#). Le "Paris Region Pass", à l'apparence d'une carte de crédit, donnera aux touristes français et étrangers l'accès à des activités culturelles franciliennes, en plus d'un forfait Navigo. Mis en service fin septembre à l'occasion de la Ryder Cup, un tournoi international de golf, le pass a vocation à [offrir aux touristes une "meilleure qualité d'accueil"](#).

Trois offres proposées entre 69 et 189 euros. Trois offres différentes, variant de 69 à 189 euros, seront ainsi proposées, incluant ou non, une croisière sur la Seine, une excursion en car touristique et l'accès à 60 musées de la région. "C'est le début de la dématérialisation de l'accueil des touristes avec à terme bien sûr l'idée que tout ça sera sur le smartphone", a déclaré Valérie Pécresse lors d'un déplacement au Palais de la Porte Dorée.

Attirer une clientèle friande des options de paiement sans liquide. L'occasion également d'officialiser le lancement d'un site ([visitparisregion.com](#)) de réservation et d'achat d'activités culturelles, recensant "toutes les destinations d'Ile-de-France et pas seulement la [Tour Eiffel](#) et [Disneyland](#)", a-t-elle précisé. Ces initiatives s'inscrivent dans le mouvement de numérisation du tourisme voulue par Valérie Pécresse, soucieuse d'attirer une clientèle friande des options de paiement sans liquide, notamment "la classe moyenne chinoise qui se déplace maintenant énormément".

Relancer le dispositif des Volontaires du tourisme. La présidente de la région a également relancé le [dispositif des Volontaires du tourisme](#), avec 600 étudiants stagiaires rémunérés, identifiables à leur gilet violet, qui seront déployés de juin à septembre sur les grands sites touristiques franciliens pour informer et orienter les touristes. Depuis le lancement du dispositif en décembre 2016, près de 1.000 volontaires ont participé à l'opération.

LE PARISIEN – 03/07/2018

6 Conseil de Paris : la ZAC Bercy-Charenton votée de justesse



Le futur quartier Bercy-Charenton, vu par UrbanEra, filiale de Bouygues Immobilier.

Il y aura bien six tours au sud-est de la capitale. Approuvé de justesse par le Conseil de Paris, le projet de la ZAC Bercy-Charenton accueillera 9 000 nouveaux habitants à l'horizon 2030.

La Zac Bercy-Charenton et ses 6 tours sortiront bien de terre au sud-est de la capitale. Ce lundi, le Conseil de Paris a adopté le projet lors d'un vote à bulletins secrets très serré (81 voix pour et 76 contre) à l'issue de débats qui ont divisé les élus parisiens et la majorité municipale en raison de l'opposition des écologistes farouchement opposés aux tours.

« C'était un vote attendu et décisif. C'est une nouvelle preuve de notre capacité à innover pour l'attractivité et l'amélioration de Paris et l'amélioration du cadre de vie des Parisiens », s'est félicitée sur Twitter Anne Hidalgo, la maire (PS) de Paris.

Contesté depuis son lancement en 2008, ce projet d'urbanisme sur la dernière grande emprise foncière de Paris (80 ha dont 18 aménageables) a donné lieu à un débat particulièrement houleux. Bordée par le périphérique, les maréchaux, l'échangeur de l'A4 et traversée par le faisceau ferré de la gare de Lyon, la ZAC prévoit des logements, des bureaux, des commerces, des hôtels, un espace vert avec, en tête de pont, six tours dont un gratte-ciel de 180 m de haut.

« Paris Rive Gauche ou Clichy Batignolles sont la preuve que nous voulons un urbanisme délicat », a plaidé Anne Hidalgo, en vantant un « projet d'aménagement ambitieux ».

Les opposants, eux, ont dénoncé la « surdensification et la bétonisation ». « Qui oserait prétendre dans cet hémicycle, qu'il rêve, pour lui, pour ses proches, d'un avenir radieux dans l'une des six tours de la ZAC Bercy-Charenton », a interrogé Florence Berthout, présidente du groupe LR. « Vous finissez votre mandature en apothéose madame la maire », a renchéri Valérie Montandon, conseillère de Paris du XII^e qui soutenait un projet de couverture des voies ferrées pour bâtir à l'horizontal.

Farouches opposants aux tours, les écologistes ont défendu une vision de Paris différente de celle portée par la maire de Paris, ancienne adjointe à l'urbanisme de Delanoë : « Nous voulons une ville à taille humaine, une respiration, des espaces verts, une qualité de vie pour les habitants et les salariés et une métropole mieux équilibrée », a martelé David Belliard, le président du groupe écologiste. Yann Wehring, conseiller de Paris du groupe UDI Modem, s'est lancé dans une violente diatribe contre les villes denses, avec « leurs tours, leurs rues bondées, leur air irrespirable. C'est ce que vous voulez nous proposer ». Les macronistes de gauche ont mis l'accent, pour leur part, sur le coût de la maintenance des tours.

Le PS, le groupe PRGCI et les macronistes de droite, eux, sont montés au créneau pour défendre le projet de la ZAC Bercy-Charenton.

Imaginé par l'agence de l'architecte britannique Richard Rogers, ce futur morceau de ville devrait accueillir, à l'horizon 2030, quelque 9.000 nouveaux habitants avec 57 % de logements sociaux et 11 000 salariés à l'horizon 2030.

Christine Henry

MEDEF

LES ECHOS – 03/07/2018

7 Jour J très incertain pour la succession de Gattaz



L'assemblée générale du Medef se réunit ce mardi pour élire son nouveau président. L'issue du scrutin reste très floue.

Après [plusieurs mois de campagne](#) , on saura enfin ce mardi qui, de [Geoffroy Roux de Bézieux](#) ou d'Alexandre Saubot, va succéder à Pierre Gattaz. Le scrutin doit avoir lieu mardi matin, après un discours de l'actuel président, puis des deux candidats. Au total, 556 personnes doivent voter. Ce sont les grands électeurs du Medef.

Parmi eux, 375 voix reviennent aux fédérations professionnelles (banques, assurances, bâtiment, travaux publics...), 170 aux territoires (les Medef territoriaux et régionaux), auxquels il faut ajouter 10 personnalités qualifiées, qui ont chacune une voix, et une autre pour l'actuel président.

Cartes brouillées

Chacun des deux finalistes se dit sûr de l'emporter. Tableaux Excel à l'appui, les équipes de campagne font et refont leurs calculs de voix en fonction du poids de chaque fédération et des territoires. Les cartes sont, cette fois-ci, particulièrement brouillées : le traditionnel clivage industrie-services a vécu et des fédérations d'un même secteur n'ont pas hésité à choisir un candidat différent (la banque et l'assurance se sont ainsi divisées, de même que le bâtiment et les travaux publics).

Pour couronner le tout, à l'intérieur des fédérations professionnelles, la discipline de vote n'est plus assurée. La fédération de l'intérim, Prism'Emploi, a ainsi décidé de laisser le vote libre. L'un de ses patrons emblématiques, Christophe Catoir, le président d'Adecco France, a choisi de se ranger derrière Alexandre Saubot, mais ce n'est pas le cas de tous les membres de la fédération. Idem au Syntec, qui est composé de quatre branches et dont le vote (16 voix au total) sera dispersé sur les deux candidats.

Personnalité très différente

Même les fédérations les plus soudées habituellement, telles que celle des [travaux publics](#), qui soutient officiellement Alexandre Saubot, devraient connaître quelques défections. « *C'est la première fois que les voix sont aussi dispersées et que les fédérations en interne sont aussi divisées. Cela tient à la personnalité des deux candidats qui est très différente* », estime Viviane Chainé-Ribeiro, ex-présidente de la fédération Syntec jusqu'au mois dernier, et soutien de Geoffroy Roux de Bézieux.

Difficile dans ces conditions de faire des [pronostics](#) . Même le vote du président sortant, Pierre Gattaz, est un secret bien gardé.

Duel au Medef : le gouvernement partagé // <https://www.lesechos.fr/economie-france/social/0301909672292-duel-au-medef-le-gouvernement-partage-2189010.php>

Marie Bellan

LES ECHOS – 03/07/2018

8 Présidence du Medef : une campagne atypique jusqu'au bout



ENQUÊTE // L'élection du nouveau président de l'organisation patronale se tiendra ce mardi. A quelques heures du dénouement, le suspense reste entier. Retour sur une campagne hors norme.

Tout commence à la fin du mois d'août 2017. Les adhérents du Medef se retrouvent comme chaque année sur le campus de HEC à Jouy-en-Josas pour leur université d'été. On parle déjà à cette époque de la candidature de Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président du Medef déjà en lice en 2013 face à Pierre Gattaz, et de celle, moins assumée à l'époque, d'Alexandre Saubot, lui aussi vice-président.

Mais l'événement de ce traditionnel rendez-vous du patronat ne viendra ni de l'un ni de l'autre. C'est le patron de Michelin qui est la vedette de cette édition estivale. Dans un discours de quelques minutes à peine, [Jean-Dominique Senard](#) dresse la liste des défis qui vont se présenter aux entreprises, et donc au patronat, dans les prochaines années. « *Le voilà, notre futur président* », pensent tout bas la brochette des grands patrons assis au premier rang de l'assemblée.

Mais après [quatre mois de suspens](#) et de questionnements sur un éventuel changement des statuts du Medef pour permettre à Jean-Dominique Senard, qui a dépassé la limite d'âge, de pouvoir se présenter à la présidence, ce dernier sera [finalement éconduit](#) par un vote du conseil exécutif du mouvement patronal. « *On avait le candidat idéal. Mais on avait juste oublié que le Medef a des statuts et qu'on ne les change pas d'un claquement de doigts* », se lamente le patron d'une des grandes fédérations professionnelles.

Kyrielle de candidats

Ce premier épisode, déjà très inhabituel, donne le ton d'une campagne qui, jusqu'au bout, aura été hors du commun. Même à quelques heures du scrutin, il est impossible de savoir qui, d'Alexandre Saubot ou de Geoffroy Roux de Bézieux, va devenir le [prochain président du Medef](#). Alors que le vote de [l'assemblée générale](#), qui se tient ce mardi 3 juillet, est généralement une simple formalité, cette fois, le suspense est entier.

Et ce n'est pas le seul élément inattendu de cette campagne qui aura dérouté bien des observateurs. A commencer par le nombre de candidats qui va fleurir entre la fin de l'année 2017 et le début de 2018. Au total, neuf personnes seront en lice au plus fort de la campagne.

Frédéric Motte, le président du Medef des Hauts-de-France, Patrick Martin, le président du Medef Auvergne-Rhône-Alpes, Jean-Charles Simon, ex DG du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux et Alexandre Saubot bien sûr, mais encore Fabrice Le Saché, jeune entrepreneur récemment engagé dans le mouvement, Pierre Brajeux, le président du Medef des Hauts-de-Seine, Olivier Klotz, le président du Medef Alsace et Dominique Carlac'h, membre des commissions sport et entrepreneuriat du Medef.



De gauche à droite, les candidats : Olivier Klotz, Jean-Charles Simon, Alexandre Saubot, Pierre Brajeux, Patrick Martin, Dominique Carlac'h,

Geoffroy Roux de Bézieux et Frédéric Motte

S'il n'y a qu'une femme parmi cette [kyrielle de candidats](#) - et encore, elle a pris la course sur le tard, ses concurrents ayant déjà démarré bien avant elle - le nombre de représentants des Medef territoriaux est

imposant. Quatre candidats sur neuf en sont issus. C'est inédit dans l'histoire du Medef. Et cela en dit long sur le sentiment de relégation ressenti par les régions et les départements dans la gouvernance du Medef.

« *L'épisode Senard a tout désorganisé. Les territoires ont eu le sentiment que Paris allait leur imposer un candidat. Du coup, ils sont surreprésentés dans la course à la présidence alors qu'ils n'ont aucune chance* », commente un responsable patronal. En effet, aucun des quatre candidats des territoires n'est resté jusqu'au sprint final.

Deux poids lourds

Dans la dernière ligne droite, ils ne sont plus que deux. Deux poids lourds du Medef - ils ont tous les deux été vice-président -, deux programmes qui ne sont pas fondamentalement différents, mais deux personnalités très contrastées.

[Alexandre Saubot](#) est un patron d'industrie qui a présidé la fédération de la métallurgie pendant trois ans. Polytechnicien, à la tête d'une ETI familiale qu'il a su redresser de manière spectaculaire après la crise de 2009, Haulotte Group, il est aussi, pour les adhérents du Medef, le négociateur social en chef du mouvement. « *Il est très intelligent et il a une maîtrise incroyable de tous les dossiers. Mais le côté 'Monsieur Social', un peu hors sol par rapport aux enjeux des PME, lui colle à la peau, alors que c'est un patron de terrain au départ* », décrypte un de ses concurrents qui a jeté l'éponge avant le vote final.

[Geoffroy Roux de Bézieux](#), lui, incarne les entrepreneurs et surfe avec brio sur la vague de la net-économie. Il a derrière lui les grands noms de la tech, le mouvement Croissance Plus, France Digitale : tous ces satellites du Medef qui ont pris des créneaux que le patronat traditionnel n'a pas su incarner. De ce fait, Geoffroy Roux de Bézieux se pose en candidat de la modernité, du renouveau... alors qu'il en est à sa troisième campagne pour la présidence du Medef.

Banques et assurances divisées

Chacun avec ses atouts a su séduire des cénacles différents du patronat où [le clivage traditionnel entre industrie et services](#) a volé en éclats. Naturellement, Alexandre Saubot peut compter sur le soutien de la fédération qu'il a présidée pendant trois ans, la puissante UIMM. « *C'est une vraie machine de guerre. A côté, Croissance Plus c'est un peu des rigolos* », fait valoir un grand patron qui soutient pourtant Geoffroy Roux de Bézieux.

Alexandre Saubot a aussi avec lui les travaux publics. Mais il a surtout emporté la fédération des banques, très influente elle aussi, alors que son tropisme naturel, de par son appartenance au secteur des services, aurait dû porter cette fédération vers Geoffroy Roux de Bézieux. « *C'a été la grande surprise de cette campagne*, commente un des barons du patronat. *Et le fait d'appartenir aux grands corps de l'Etat [Alexandre Saubot est polytechnicien, NDLR] n'y est pas pour rien* », ajoute-t-il.

En revanche, Roux de Bézieux a pour lui les assureurs, un classique, mais aussi le bâtiment, ce qui est beaucoup plus surprenant. De même, lui qui est un Parisien, habitant qui plus est à Neuilly, a curieusement obtenu le soutien d'un nombre important de Medef territoriaux, qui représentent au total 170 voix sur les 556 qui composent l'assemblée générale.

« Une affaire de réseaux »

Comment a-t-il fait ? Après le vote consultatif du conseil exécutif du Medef qui s'est tenu le 11 juin, et où il est arrivé en tête avec 22 voix, Geoffroy Roux de Bézieux a obtenu le ralliement de Patrick Martin, un des tout premiers candidats à s'être lancé dans la campagne et dont le poste de président du Medef Auvergne-Rhône-Alpes, une des plus grosses régions du mouvement, lui assure une bonne assise territoriale.

L'ancien patron de Virgin Mobile, dont la revente à Numericable en 2014 a assuré sa fortune, a aussi compris que la présidence du Medef se gagnait avant tout sur le terrain, en régions notamment, et pas

seulement sur les plateaux de télé où il est, il faut le reconnaître, beaucoup plus présent et beaucoup plus à l'aise que son concurrent, Alexandre Saubot. « *L'élection ne se gagne ni sur un programme ni dans les médias, sinon Roux de Bézieux aurait été élu depuis longtemps. C'est une affaire de réseau, c'est tout* », juge un des dirigeants du Medef.

Faible niveau du débat

Que le programme ne fasse pas l'élection, les candidats l'ont manifestement tous très bien intégré. [Le niveau des débats a été d'une rare faiblesse](#) pendant ces six derniers mois. Alors que le Medef est à l'agonie - « *on est des astres morts, on va disparaître mais on ne le sait pas encore* », confiait un candidat pendant la campagne - et que l'image du Medef est très dégradée dans l'opinion publique, aucune idée-force ne s'est imposée.

Même la redéfinition de l'objet social de l'entreprise, une réforme poussée par le gouvernement dans le cadre de la [loi Pacte de Bruno Le Maire](#) qui pose de vraies questions sur le rôle et la place de l'entreprise dans la société, n'a suscité qu'un vague dénigrement de la part des candidats. « *On est tous un peu coincés par ce sujet qui pose de vraies questions, c'est vrai, mais qui est aussi très clivant au sein des adhérents* », reconnaît un des candidats.

Plus petit dénominateur commun

Alors qu'en 2005 Laurence Parisot avait poussé pendant sa campagne les sujets de société, que Pierre Gattaz en 2013 s'était fendu d'un « *Medef de combat* » pour bousculer justement les anciennes habitudes, cette fois-ci c'est le plus petit dénominateur commun qui s'est imposé aux candidats, et singulièrement aux deux principaux. Ne surtout pas faire de vague, rassembler le maximum de gens possible : voilà la ligne qui a inspiré les débats.

Cette volonté de rassembler le plus possible ne préservera pas le Medef de sérieuses secousses une fois l'élection passée. C'est là aussi un point de différence majeure avec les précédentes élections. Avec deux finalistes qui se tiennent au coude à coude et qui ont deux blocs soudés derrière eux, le lendemain de l'élection peut voir se créer un véritable schisme au sein du mouvement patronal.

Quel que soit le gagnant, il aura à présider un Medef profondément divisé et donc affaibli. Notamment vis-à-vis des pouvoirs publics qui ont déjà prouvé qu'ils pouvaient réformer en se passant totalement du patronat et des syndicats. A moins d'un sursaut, le nouveau président du Medef ne pourrait donc être qu'un patron des patrons sans réelle influence ni véritable pouvoir.

Marie Bellan

LE MONDE – 03/07/2018

9 Les chefs d'entreprise se sentent peu ou mal représentés par le Medef



Alors que se déroule aujourd'hui l'élection du nouveau patron des patrons, nombre de dirigeants de TPE et de PME estiment que l'organisation est déconnectée de leurs préoccupations.

C'est un duel qu'ils suivent de loin, sans ferveur ni illusion. Qui l'emportera à la tête du Mouvement des entreprises de France (Medef) entre Geoffroy Roux de Bézieux et Alexandre Saubot ? Peu importe. Vu de leur très petite entreprise (TPE) ou petite et moyenne entreprise (PME), le Medef restera le Medef : cette confédération-paquebot en pleine crise existentielle qui, disent-ils, ne les représente pas, ou mal.

Car, si le syndicat patronal se targue de compter 95 % de PME parmi ses membres, il est loin d'être plébiscité par ceux dont il est censé porter la voix. « *Le sentiment qui domine, c'est le désintérêt*, observe Bruno Jeanbart, directeur général adjoint de l'institut de sondage OpinionWay. *Quand on les interroge sur le sujet, les petits patrons sont moins critiques que distants. Pour eux, le Medef sert surtout les grosses boîtes. Il est trop impliqué dans la politique et pas assez dans les services aux entreprises.* »

« *On a l'impression qu'ils sont sur une autre planète* », reconnaît Béatrice Veyrac, patronne de Soud-Hydro, une petite entreprise de dix salariés basée à Rodez (Aveyron). Les passes d'armes avec les représentants de salariés, les croisades pour les allègements de charges... « *ce ne sont pas nos problématiques. Nous, aujourd'hui, on se demande comment mieux recruter, former ou intégrer les responsabilités sociales et environnementales. On a besoin de plus expérimenter localement* », estime-t-elle.

Trop peu de réformes de fond

Le décalage est d'autant plus marqué que le « Medef de combat », incarné jusqu'à la provocation par l'actuel patron des patrons, Pierre Gattaz, dérange. Alexandre Pham, co-président de la société de recrutement et de travail temporaire Lynx RH, aurait préféré que l'organisation mène « *un dialogue plus constructif* » avec les partenaires sociaux et le gouvernement. Une ligne mieux portée, estime-t-il, au sein d'un réseau d'entrepreneurs comme CroissancePlus, dont il est membre.

« *Trop souvent*, abonde Abdenour Aïn-Seba, gérant de la société d'informatique lyonnaise IT Partner, *le Medef s'en tient à une approche doctrinale et caricaturale, qui décrédibilise le patronat. L'entreprise ce n'est plus ça, ces relations sociales dures, cette vision patrimoniale, voire patriarcale.* » Trop peu de réformes de fond ont été menées ces dernières années pour changer l'organisation. « *On parle de la faible représentativité du syndicalisme salarié, mais on pourrait en dire autant du syndicalisme patronal.* »

Mais c'est la structure même de l'organisation qui veut ça. Le Medef rassemble, à l'échelle nationale, quelque 80 fédérations avec lesquelles cohabitent les Medef territoriaux implantés dans tout le pays. Les deux tiers des 556 électeurs de l'assemblée générale chargée de désigner le président sont issus de ces fédérations. Or, toutes n'ont pas le même poids : la répartition des voix est liée au montant de cotisations acquittées. Arrivent en tête l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), la fédération française de l'assurance (FFA) et la Fédération bancaire française (FBF).

Incarner la diversité

Résultat : « *Le président du Medef se retrouve à défendre les intérêts catégoriels de ceux qui crient le plus fort et qui ont le plus d'argent* », déplore Michel Meunier, 44 ans, patron de Janus Groupe, une petite société de serrurerie-métallerie de Rieux (Oise) qui emploie 21 salariés. C'est cette emprise des « *gros lobbys* » qui paralyse, selon l'ancien chef de file du Centre des jeunes dirigeants (CJD), l'évolution de l'organisation et entretient son conservatisme.

Mais comment mieux représenter un monde patronal qui se distingue par son hétérogénéité ? Qu'est-ce, au fond, qu'un chef d'entreprise ? Le créateur ? Celui qui dirige parce qu'il a hérité de la société ou a fait carrière en son sein ? Le start-uppeur si cher à l'exécutif ? « *Si unité patronale il y a, elle peut se situer dans l'idée que les chefs d'entreprise sont les mieux placés pour savoir comment faire tourner l'économie. Au-delà, les clivages internes entre un haut et un bas, les petits et les gros reprennent leurs droits* », notait Michel Offerlé, professeur de sociologie à l'Ecole normale supérieure, dans une interview, en juin, au magazine *Dirigeant*, une émanation du CJD.

Le Medef et son futur président auront fort à faire pour mieux incarner cette diversité. Une question d'autant plus brûlante que l'enquête de mesure de l'audience des organisations patronales diligentée par le ministère du travail, en 2017, a étalonné à 123 387 le nombre d'adhérents au Medef, au lieu des 750 000 voire 800 000 proclamés depuis plusieurs décennies.

Par [Elise Barthet](#)

∴ ÉCONOMIE

LE FIGARO – 03/07/2018

10 La suppression totale de la taxe d'habitation sera finalement financée par... le déficit



EXCLUSIF - En 2022, les finances publiques seront pile à l'équilibre et non pas en léger excédent de 0,3 point de PIB, comme prévu précédemment. Et encore, sans compter la reprise de la dette de la SNCF.

Un cadeau fiscal financé par le déficit, comme dans l'ancien monde... Le gouvernement Philippe a finalement décidé de financer [la suppression totale de la taxe d'habitation](#) en laissant filer un peu plus que prévu le déficit public, apprend-on à la lecture du Rapport préparatoire au débat d'orientation des finances publiques, dont *Le Figaro* a eu connaissance. L'extension de la suppression de l'impôt local de 80% à 100% des ménages, décidé l'été dernier, coûtera 10,5 milliards d'euros à l'État, au titre des dédommagements à verser aux collectivités locales, qui perçoivent la taxe d'habitation.

Une petite partie (entre 2,5 et 3 milliards d'euros) de cet allègement fiscal sera financée par le maintien de l'équivalent d'une taxe d'habitation sur les résidences secondaires et les logements vacants. Le reste, c'est-à-dire environ 6,5 milliards selon les derniers calculs de Bercy, sera financé par le déficit public supplémentaire. «La trajectoire retient la suppression de la taxe d'ici la fin du quinquennat, en prenant en compte à ce stade, comme hypothèse sous-jacente, le maintien d'une imposition des résidences secondaires», explique le gouvernement dans son rapport.

Dans le détail, les objectifs de déficit de 2020 à 2022 ont été revus à la hausse par rapport au programme de stabilité envoyé à la Commission européenne en avril (-1,1 % du PIB en 2020 au lieu de -0,9%, -0,6% en 2021 contre -0,3%, et enfin 0% au lieu de +0,3%). Seule exception à cette révision à la hausse, l'année 2019, où le déficit sera légèrement plus bas que prévu (-2,3% au lieu de -2,4%).

«La trajectoire révisée reste conforme à l'engagement présidentiel de réduire de trois points le poids de la dette publique dans le PIB, de cinq points la dette et d'un point des prélèvements obligatoires, insiste-t-on à Bercy. Et, par rapport à au point de départ qui est la loi de programmation des finances publiques présentée à l'automne dernier, il n'y a pas de dégradation de nos objectifs.»

Le déficit pourrait être révisé encore à la hausse

À noter, cette nouvelle trajectoire ne prend pas en compte [la reprise de la dette de la SNCF](#). Or, cette opération devrait alourdir le déficit de 2 à 3 milliards d'euros supplémentaires, c'est-à-dire d'environ 0,1

point de PIB. «Suite à ce reclassement, le déficit annuel de SNCF Réseau s'ajouterait au déficit de l'ensemble des administrations publiques, ce qui l'augmenterait de 2 Md€ à 3 Md€ selon l'estimation actuelle», est-il également écrit dans le rapport préparatoire au débat d'orientation des finances publiques. Toutefois, «dans l'attente d'une décision définitive du comptable national sur le traitement à appliquer à SNCF Réseau, et étant donné l'ampleur de l'incertitude, le choix a été fait de ne pas imputer à une date arbitraire la reprise de dette sur la trajectoire de finances publiques».

La trajectoire de déficit devrait donc être davantage modifiée encore en septembre, lors de la présentation du projet de budget pour 2019. Les hypothèses de croissance et d'inflation devraient en outre être révisées, au moins en 2018.

[Guillaume Guichard](#)

LE FIGARO – 03/07/2018

11 Ces initiatives locales qui favorisent l'emploi



Soutien à l'apprentissage, lutte contre les pénuries de main-d'œuvre... le terrain regorge de bonnes pratiques à copier.

Enseigner l'apprentissage du métier de boulanger en ligne. C'est le pari lancé par une mission locale du Plateau Nord et Val-de-Saône, près de Lyon, pour attirer les jeunes vers cette industrie traditionnelle. Baptisé «La vocation du pain», le projet vise à donner à une douzaine de jeunes décrocheurs les bases du métier, avec une phase d'immersion dans quatre boulangeries partenaires. Et, plus novateur, un accès à des formations 100 % digital dispensées par le site [Baguette Academy](#).

C'est l'une des 48 initiatives qui seront présentées ce mardi, à Montrouge, lors de la 5e édition de la Journée des initiatives territoriales pour l'emploi, communément appelée la «Jite». Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, qui était déjà présente lors du lancement de la première édition en 2014, sera à nouveau de la partie et interviendra en début d'après-midi. À l'époque, elle était à la tête de l'Agence française des investissements internationaux et d'Ubifrance qui ont depuis fusionné pour former Business France.

Entreprises, régions, collectivités locales, associations... Quelque 500 personnes sont attendues pour échanger sur des projets locaux, menés en partenariats, qui répondent aux problématiques actuelles en matière d'emploi. Avec cette journée, le ministère du Travail espère ainsi essaimer les meilleures pratiques locales, voire inspirer ses travaux législatifs au niveau national.

Favoriser les transitions professionnelles

Première thématique abordée: le retour à l'emploi de personnes éloignées du marché du travail. Dans la région Centre-Val-de-Loire, plusieurs acteurs locaux - dont Pôle emploi, la CCI et [le Medef](#) - ont lancé un projet pour offrir des formations de base aux demandeurs d'emploi issus des quartiers prioritaires de la ville selon une approche dynamique. Un suivi personnalisé est assuré par des chefs d'entreprise

engagés dans la démarche. Et les résultats sont encourageants puisque, sur 13 personnes ayant participé au dispositif, 8 ont décidé de suivre une formation et 4 ont obtenu un emploi.

Les projets présentés cette année visent également à favoriser les transitions professionnelles en mettant l'accent sur la formation et soutenir les PME et TPE face aux mutations rapides du marché du travail. L'initiative «pôle de compétences partagées», lancée fin 2016 par le groupe d'emploi et [leader de l'intérim The Adecco Group](#), en partenariat avec la région des Hauts-de-France, entend justement apporter des solutions aux pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs.

Concrètement, avec ces pôles de compétences partagées, le groupe d'intérim recrute lui-même des salariés en CDI intérimaire (CDII) et les met à la disposition de plusieurs entreprises d'un même secteur. Ces salariés intérimaires peuvent en outre bénéficier d'une formation pour monter en compétences.

Par ailleurs, l'initiative bretonne sur la création d'un «médiateur alternance», en vue d'aider les entreprises à recruter des alternants, tombe à pic. Le gouvernement a engagé une réforme massive pour promouvoir l'apprentissage en France qui ne décolle pas. C'est l'un des axes clés du projet de loi «avenir professionnel» en cours d'adoption au Parlement. Lancé par la maison de l'emploi et de la formation professionnelle (MEFP) en Bretagne, le projet facilite la tâche aux TPE-PME qui souhaitent recruter des jeunes par alternance. Le médiateur assure la relation entre l'entreprise, l'alternant et le centre de formation en soutenant, par exemple, les petites entreprises à identifier leurs besoins ou encore effectuer des tâches administratives parfois lourdes. «Ce service innovant a déjà fait ses preuves puisque 952 contrats ont été conclus de 2012 à 2017», relève le ministère du Travail.

Carine Chevrier (DGEFP): «Les projets des initiatives locales apportent des solutions» // <http://premium.lefigaro.fr/decideurs/emploi/2018/07/02/33009-20180702ARTFIG00273-carine-chevrier-dgef-p-la-jite-est-une-caisse-de-resonance-des-initiatives-menees-au-niveau-local.php>

[Manon Malhère](#)

::: ENTREPRISES

LA TRIBUNE – 03/07/2018

12 Recrutement temporaire : Bruce lève 5 millions d'euros pour dominer le marché français



Adrien Moreira, le cofondateur de la startup Bruce

La startup utilise les codes du matching chers aux sites de rencontres pour mettre en relation en temps réel les entreprises avec leurs futurs collaborateurs temporaires. Bruce digitalise totalement le processus du recrutement, de l'entretien vidéo à la signature électronique du contrat.

Avec plus de 500 startups évoluant dans les "RH Tech" ou les technologies pour faciliter le travail des DHR, la France fait figure de pionnier dans le domaine. Dernier exemple en date : Bruce, pépite parisienne spécialisée dans la digitalisation du recrutement des travailleurs temporaires (CDD, intérim),

va annoncer une levée de fonds de 5 millions d'euros, auprès de Sofiouest et du Fonds Ambition Numérique géré par Bpifrance dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA).

Recrutement instantané de travailleurs temporaires

Créé en mars 2016 par deux amis, l'entrepreneur Adrien Moreira et l'ingénieur Henrik Perrochon, Bruce s'est lancé dans la digitalisation totale du processus de recrutement, pour faciliter le recours à des CDD et à des intérimaires.

"Aussi incroyable que cela puisse paraître, il y a deux ans il était impossible de recruter des intérimaires sur Internet. Et de manière générale, le recrutement est un processus long, complexe, marqué par l'envoi de CV papiers, des entretiens... Cela ne correspond plus au travail du XXI^e siècle où neuf recrutements sur dix ne sont pas pour un CDI. Il fallait donc rendre le recrutement plus rapide mais aussi plus performant, car on a souvent l'impression que les dès sont pipés et que les postes sont attribués de manière irrationnelle", déclare Adrien Moreira.

Disponible sur un site et sur une application mobile- Bruce est donc une plateforme qui permet aux employeurs et aux demandeurs d'emplois de "matcher" en fonction de "*centaines de critères et des milliers de paramètres*" (compétences nécessaires pour le poste, expérience, savoir-être, culture de l'entreprise, localisation...), pondérés par un algorithme maison confectionné par des mathématiciens.

Une fois le "fit" repéré par l'algorithme, l'employeur peut soit laisser Bruce choisir le "meilleur" candidat à sa place, soit directement visionner le CV vidéo des postulants, réalisés en amont, puis demander, si besoin, un entretien vidéo complémentaire *in-app*. Le contrat est signé électroniquement et la startup prélève une commission qui équivaut "*entre 15% et 20%*" du salaire versé à la nouvelle recrue.

De leur côté, les candidats reçoivent des notifications en temps réel en cas de jobs compatibles avec leur profil ou de proposition d'emploi. "*On apporte énormément de souplesse et on fait gagner beaucoup de temps aux employeurs qui peuvent recruter vite et bien, et aux candidats qui souhaitent des services adaptés aux usages mobiles*", précise Adrien Moreira. La qualité des profils est certifiée par un système de notation inspiré d'Uber ou de Airbnb.

Marché énorme, beaucoup de concurrents, une place de leader à chasser

Après une levée d'amorçage de 400.000 euros en 2016, la série A de 5 millions d'euros permettra à Bruce d'accentuer son hyper-croissance. La plateforme revendique 130.000 candidats, dont "*un peu plus de la moitié*" recrutés de manière totalement organique, grâce à la force du bouche-à-oreille. Bruce revendique aussi "*plus d'une centaine*" de clients, essentiellement dans le secteur tertiaire (restauration, commerce, services...), répartis entre startups, grosses PME avec des besoins saisonniers de main d'oeuvre, et grands groupes en quête de remplacements de postes ou de recrutements temporaires. Parmi eux figurent Uber, Sephora, Bateaux-Mouches ou encore E-Leclerc.

Pour exister face à la très forte concurrence des grandes agences de travail temporaire qui captent 60% du marché français et commencent à digitaliser leur offre (Adecco, Manpower, Randstad...), mais aussi celle des milliers de petites agences spécialisées et de la nuée de startups qui tentent d'innover dans la gestion des ressources humaines (500 fin 2017 d'après), Bruce parie sur sa technologie, sur sa capacité à remodeler les usages, et sur son éthique. "*L'approche digitale et algorithmique nous permet de proposer un meilleur service, éthique car basé sur des critères mesurables et objectifs, tout en facturant entre 20% et 50% moins cher que les agences d'intérim*", claronne Adrien Moreira.

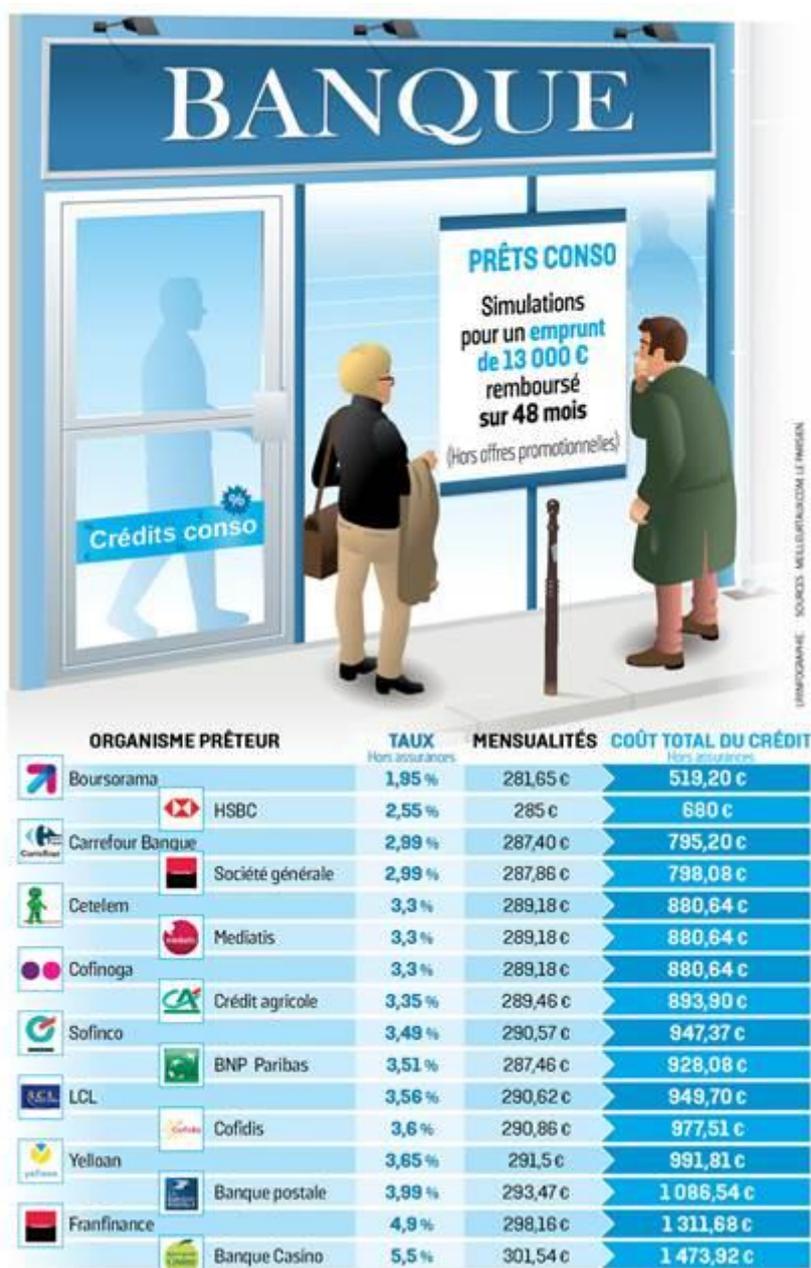
La levée de fonds devrait ainsi permettre à la jeune startup de recruter en masse, pour passer d'une quinzaine à une cinquantaine d'employés d'ici à la fin de l'année, et jusqu'à 100 fin 2019. L'objectif : améliorer encore la technologie et se déployer en France pour tenter de devenir le leader du très juteux marché du recrutement temporaire, évalué à 27 milliards d'euros d'après Xerfi. Pour cela, Adrien Moreira vise surtout les ETI et les grands comptes.

Dans cette course de fond pour le leadership, où l'argent joue un rôle important pour attirer les talents et mener des campagnes marketing, Bruce part avec un train de retard sur son concurrent Gojob. Cette startup française, qui se définit comme "l'agence d'intérim 100% numérique" a bouclé un tour de table de 17 millions d'euros en février -record à battre dans le secteur- pour s'internationaliser. Mais cela n'effraie pas Victoire Millerand, investisseuse du Fonds Ambition Numérique de Bpifrance : "Le marché de l'intérim commence à peine sa révolution numérique, les acteurs traditionnels qui le dominent sont très peu digitaux, il y a donc des opportunités d'innover et des parts de marché à prendre. On investit surtout dans l'humain, et je crois que l'équipe de Bruce a les capacités d'aller chercher une place de leader".

Par [Sylvain Rolland](#)

LE PARISIEN – 03/07/2018

13 Crédits à la consommation : faut-il profiter des taux bas ?



Piocher dans son épargne ? Faire un prêt ? Certains établissements proposent des crédits à la consommation à 1 % sur 12 mois. Un niveau historiquement bas qui mérite d'y réfléchir.

Besoin de remplacer le chauffe-eau qui vieillit ou de changer de voiture ? Envie de refaire la cuisine du sol au plafond ? [Les prêts à la consommation - à condition de ne pas en abuser](#) - peuvent être intéressants tant les taux sont actuellement bas.

D'ailleurs, pour les banques, le marché se montre particulièrement dynamique : en 2017, les crédits à la consommation ont progressé de 6 % par rapport à l'année précédente. Chez Meilleurtaux.com par exemple, on est passé de 200 000 demandes de crédit en 2015, à 250 000 en 2016, et à 300 000 en 2017.

Même tendance chez LCL : « entre 2015 et 2017, nous avons enregistré une progression de 24 % de la production sur l'univers des prêts personnels, renchérit la chef de produit crédits à la consommation de LCL, Alexandra Faray-Lévi. Pendant ce temps, poursuit-elle, le taux client a en moyenne baissé de l'ordre de 30 points de base ».

Des offres promotionnelles à 1 %, soit moins que l'inflation !

De fait, c'est bien la baisse des taux d'intérêt qui a dynamisé ce marché. « En 2015, la fourchette des taux était plutôt comprise entre 4,5 et 7 % », rappelle Maël Bernier, de Meilleurtaux.com. Depuis, la surenchère vers le bas n'en finit pas. A tel point que certains établissements proposent des offres promotionnelles à 1 %, soit moins que l'inflation qui s'est établie en juin, selon l'Insee, à 2,1 % sur un an !

« Le 1 % sur douze mois est à la mode », confirme Maël Bernier, qui a répertorié plusieurs offres (Cetelem, Mediatis, Franfinance) proposant 1 % sur 12 mois pour un prêt de 10 000 €, permettant de financer un achat informatique ou une voiture d'occasion par exemple. En ce moment, HSBC offre ce tarif hypercompétitif à certains de ses clients, pour un emprunt jusqu'à 30 000 €.

Chez Boursorama, « on proposait même il y a peu une offre promotionnelle de 0,95 % sur 36 mois », abonde Xavier Prin, le directeur marketing de Boursorama, qui souligne que le dynamisme des demandes tient aussi au concept du « full on line » (*NDLR : toute se fait par Internet, sans aucun papier*).

«Cela n'est plus honteux de faire un prêt à la consommation»

Dans la foulée de la baisse des taux, le public concerné a évolué. Une nouvelle catégorie de clients, issus des classes moyennes, est apparue, et s'assume : « cela n'est plus honteux de faire un prêt à la consommation », estime Matthieu Robin, de l'UFC-Que choisir. « Ceux qui ont de l'épargne bien placée, notamment, préfèrent désormais bénéficier de la baisse des taux en empruntant plutôt que de piocher dans leur bas de laine », renchérit Maxime Ganne, du Crédit Agricole d'Ile-de-France.

Le profil de l'emprunteur moyen aujourd'hui ? Selon Meilleurtaux.com, il a 39 ans, a demandé un prêt de 13 684 €, remboursable sur 53 mois. Dans plus d'un cas sur deux (55 %) il a pris un crédit auto, dans 19 % des cas un prêt personnel non affecté (voyage, impôts à payer, etc.), dans 14 % un prêt travaux et dans 12 % des cas un prêt personnel affecté (pour l'achat d'un bien en particulier).

N'hésitez pas à faire jouer la concurrence

Avec l'aide de Meilleurtaux.com, nous avons réalisé un testing proche de cet emprunteur moyen : nous avons demandé à plusieurs organismes de crédit et autres établissements financiers quel taux ils pratiquaient et quel serait le coût global (total des intérêts payés) pour un emprunteur demandant un crédit de 13 000 € remboursable en 48 mois.

Les résultats ? Même si tous les taux sont effectivement bien plus raisonnables que ceux pratiqués il y a encore trois ans, des variations existent encore, d'un établissement à l'autre. N'hésitez donc pas à faire jouer la concurrence. Et surtout, même si les taux sont bas, restez vigilants : attendez d'avoir un projet précis avant de vous endetter pour quelques années. Et ne le faites pas sur un coup de tête !

«D'habitude, je me méfie, mais là cela m'a paru opportun»

A 74 ans, Nadine* a préféré emprunter plutôt que de puiser dans son épargne. C'était il y a dix-huit mois, dans son agence du Crédit Mutuel. Nadine repère un grand panneau proposant un crédit à la consommation à 1,2 %. Or, elle vient d'apprendre qu'elle devra régler 3500 € de travaux dans sa copropriété pour refaire toutes les plomberies.

« D'habitude, je me méfie des crédits à la consommation, mais là, cela m'a paru opportun », explique cette dame de 74 ans, qui a surtout apprécié qu'on ne lui ait ni opposé une limite d'âge ni demandé de faire un bilan de santé approfondi avant de lui prêter de l'argent.

Et qui a apprécié, aussi, le fait que l'offre pouvait être accompagnée d'assurance supplémentaire. A raison de 189 € par mois, Nadine a donc remboursé petit à petit, juste avant de décider, il y a peu, de rembourser d'un coup le solde par anticipation, « sans être pénalisée », précise-t-elle.

«Avec ces taux-là, il vaut mieux emprunter»

Le mois dernier, elle apprend qu'elle va à nouveau devoir sortir de grosses sommes : cette fois, il va falloir financer un ravalement de façade ainsi que de lourds soins dentaires. L'addition de ces deux dépenses à engager rapidement se chiffre à 6000 €. A la banque, l'affichette publicitaire n'est plus là mais son conseiller bancaire lui explique que l'offre est toujours valable pour les clients.

Nadine réemprunte cette somme mais l'étale sur cette fois 4 ans, et non pas 3 années comme prévu au départ, pour diminuer le montant des mensualités. Elle vient de faire son premier virement, de 156 €. Nadine aurait pu financer ces nouveaux travaux en tous genres en puisant dans son épargne. « Mais mon banquier a rigolé en me disant *avec ces taux-là, il vaut mieux emprunter* et il a raison », conclut cette Ch'ti pur souche.

* *Le prénom a été modifié*

Odile Plichon

L'OPINION – 03/07/2018

14 Bolloré fait confiance à Alibaba pour sa transformation numérique



Cyrille Bolloré, directeur général de Bolloré Transports & Logistics.

Le groupe diversifié français a signé un partenariat mondial avec le géant chinois du commerce en ligne

Logistique, mobilité, innovation, intelligence artificielle : les deux groupes vont travailler ensemble de l'Europe à l'Asie en passant par l'Afrique.

Dans la distribution, les Français ont pris l'habitude de s'allier aux Gafa pour accélérer leur transformation numérique. Carrefour a choisi Google. [Pour Monoprix c'est Amazon](#). Le groupe Bolloré a opté pour un autre continent. C'est avec le leader chinois du commerce en ligne Alibaba qu'il vient de signer un partenariat mondial destiné à développer « des projets communs pertinents » et « explorer de nouvelles opportunités commerciales ».

D'un côté, le géant méthodiquement construit par Jack Ma depuis près de 20 ans, présent dans tous les grands secteurs de l'économie chinoise, de l'éducation aux voyages en passant par les paiements et la santé. [Son chiffre d'affaires annuel](#) atteint 40 milliards de dollars pour pratiquement 10 milliards de profits ! De l'autre le groupe bâti par Vincent Bolloré sur les bases de l'entreprise familiale périlante au début des années quatre-vingt. [Aujourd'hui actif](#) dans la communication, la logistique et le stockage de l'électricité, ses ventes se montent à 18 milliards d'euros (21 milliards de dollars) pour 2 milliards de résultat net.

Les partenariats prévus sont multiples et surtout technologiques. « Nous sommes fiers de soutenir l'ambition du Groupe Bolloré d'être pionnier dans la transformation numérique », a résumé Simon Hu, directeur d'Alibaba. Alibaba Cloud, la branche d'informatique dématérialisée, fournira ainsi à Bolloré « des services de cloud, de big data, d'intelligence artificielle, de réseaux de diffusion de contenus et de solutions de contenus », ont précisé les deux groupes.

Projets prometteurs. Dans la mobilité Alibaba et Blue Solutions (Bolloré) vont étudier des possibilités de coopération [dans les domaines du bus](#) et de la voiture électrique, de l'autopartage et de la batterie électrique dans lesquels Bolloré a beaucoup investi ces dernières années. Il s'agira notamment « d'explorer des possibilités de co-développement de solutions internet pour les voitures et bus électriques ». Et d'étudier la possibilité d'utiliser les batteries du français « dans les centres de données d'Alibaba dans le monde entier ».

Last but not least Bolloré Logistics et Cainiao Smart Logistics Network (le pôle dédié d'Alibaba) étudieront les opportunités de coopération entre leurs capacités, leurs hubs et leurs réseaux logistiques en Asie, au Moyen-Orient en Afrique et en Europe. « Les nombreux domaines de coopération et les projets communs déjà identifiés par nos équipes respectives sont particulièrement prometteurs », [s'est réjoui Cyrille Bolloré](#), directeur général délégué du Groupe Bolloré.

La Bourse n'a pas salué cette annonce. L'action Bolloré a ouvert la semaine en baisse, portant à près de 13 % son repli depuis le début de l'année. « Les partenariats constituent la meilleure solution et un gain de temps formidable pour développer les nouvelles technologies dans les groupes qui n'ont pas la puissance d'investissement d'Amazon ou d'Alibaba », réagit un analyste pour qui « la Bourse sanctionne surtout l'accumulation de déconvenues chez Canal +, en Italie, et chez Autolib notamment ».

[Muriel Motte](#)

 SOCIAL

LES ECHOS – 03/07/2018

15 Réforme des retraites : comment l'exécutif tente de déminer le terrain

Comment se répartissent les 310 milliards d'euros du système de retraite

Prestations de la branche vieillesse en 2016, en milliards d'euros

Régimes du privé

Régimes complémentaires	Régimes complémentaires des indépendants (7 Md€)	RCO (0,7 Md€)	Agrico (25 Md€)		
			Arrco (51 Md€)		
Régimes de base	RSL, CNAVPL, CNBF, etc., (9 Md€)	MSA exploitants (8 Md€)	MSA salariés (6 Md€)	Cnav (régime général) (113 Md€)	
Statut de l'assuré	Travailleurs indépendants	Exploitants agricoles	Salariés agricoles	Salariés du privé	

Régimes du public et régimes spéciaux

Les 6 régimes des agents publics

	Régimes additionnels			
Régimes complémentaires	Ircantec (3 Md€)	RAFP (0,3 Md€)		
Régimes de base		Régime de retraite des fonctionnaires civils de l'État et des militaires (52 Md€)	Régime de la CNRACL (18 Md€)	Autres régimes spéciaux SNCF, RATP, IEG... (15 Md€)
Statut de l'assuré	Agents non titulaires	Fonctionnaires civils et militaires, magistrats	Fonctionnaires territoriaux, hospitaliers	Ouvriers d'État / Agents des régimes spéciaux

DES COMPTES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DE SEPTEMBRE 2017, RETRAITEMENTS DIRECTION DU BUDGET

LES ÉCHOS / SOURCE : COMMISSIONS

La polémique sur les pensions de réversion rappelle que les retraites sont un sujet hautement inflammable. Et cela, même si l'on ne cherche pas à réduire les coûts.

Bruno Le Maire, Christophe Castaner, Agnès Buzyn, Benjamin Griveaux, Emmanuel Macron, et Edouard Philippe lui-même, lundi matin sur RTL : les membres du gouvernement [se sont exprimés](#) en désordre ces derniers jours au sujet des pensions de réversion, jusqu'au sommet de l'Etat. Si le premier a allumé la mèche, les suivants ont rassuré : « *En aucun cas nous ne travaillons à remettre en cause les pensions de réversion qui existent aujourd'hui* », a promis lundi le Premier ministre, agacé.

Mais il y a un personnage clef que l'on a peu entendu. C'est le Haut-Commissaire à la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye, par qui tout a commencé. [Dans un document de travail](#) présenté aux partenaires sociaux en juin, il a posé cette question académique : « *Compte tenu des évolutions en matière de taux d'emploi des femmes et de conjugalité, doit-on maintenir des pensions de réversion ?* »

Puisque les femmes sont plus nombreuses à travailler qu'avant, et parce que les mariages doivent pouvoir se défaire librement sans craindre de perdre des droits à pension, la question mérite d'être posée. Dans les faits, l'exécutif vise plutôt une harmonisation des droits, qui diffèrent selon les régimes. Cela suffit pour mettre le feu. « *Si c'est pour mettre sous conditions de ressources les réversions, comme au régime général, on ne sera pas d'accord* », prévient Serge Lavagna (CGC), qui défend l'idée de « *maintenir le niveau de vie du conjoint survivant* » et pas seulement de lui garder la tête hors de l'eau.

Désactiver les mines

La réversion est l'un de ces sujets minés qui jonchent le champ des retraites. Promettre de ne pas tailler dans les coûts à l'occasion de la réforme, comme l'a fait Emmanuel Macron, ne suffira pas à rassurer l'opinion. Il va falloir désactiver ces mines une par une pour créer un régime universel [où un euro cotisé vaut les mêmes droits pour tous](#), sans exception. « *Quand on vise l'universalité, il faut essayer de mettre à plat les différences* », défend René-Paul Savary, sénateur LR de la Marne, qui revient d'un voyage d'étude sur les retraites dans quatre pays européens. « *Certaines, comme les réversions, se justifient du fait de l'histoire, mais il serait normal de revoir, par exemple, certains motifs de départ à la retraite anticipé, pour des professions devenues moins pénibles qu'autrefois* », ajoute-t-il. Les régimes spéciaux (SNCF, RATP, etc.) et la possibilité de partir à 57 ans pour certains fonctionnaires sont dans le viseur.

Réformer au galop exposerait à exploser en vol ; c'est pourquoi le projet de loi ne verra pas le jour avant 2019. Après les élections dans la fonction publique (décembre), voire les européennes (juin). Pour préparer l'opinion, le Haut-Commissaire a initié en mai une concertation citoyenne via Internet. La CFDT, seul syndicat demandeur d'une réforme systémique, fait pareil de son côté. Surtout, Jean-Paul Delevoye aplanit le terrain avec les partenaires sociaux dans des réunions techniques où il se garde de révéler ou promettre quoi que ce soit.

Pas à pas, les sujets explosifs sont mis en évidence. A la fin du premier semestre de discussion, on commence à voir émerger la silhouette du futur système de retraite : des points (et non des comptes notionnels), un poids dans le PIB qui devra rester à peu près constant, un âge minimum qui reste à 62 ans, un régime universel de base et complémentaire, des taux de cotisation pouvant varier avec une assiette de salaire plafonnée (10.000 à 13.000 euros par mois). A la rentrée, les retraites de la fonction publique, les problèmes de gouvernance des régimes et la question des réserves financières seront abordées. Avant les arbitrages attendus en fin d'année.

Solveig Godeluck

LES ECHOS – 03/07/2018

16 Réforme des retraites : les cinq dossiers qu'il va falloir déminer



+VIDEO. Edouard Philippe a exclu, lundi, toute remise en cause des pensions de réversion pour les bénéficiaires actuels. Mais plusieurs autres points de la réforme des retraites, promise pour 2019, sont potentiellement explosifs.

Pas question de remettre en cause les pensions de réversion des veufs et veuves, a répété le Premier ministre, Edouard Philippe, ce lundi sur RTL. Au-delà de cette polémique que le gouvernement peine à endiguer, d'autres questions sensibles vont surgir lors de la concertation sur la réforme des retraites, qui vise à homogénéiser des règles aujourd'hui très différentes selon les régimes.

Les retraites des cadres menacées

Dans un régime par points où l'intégralité des salaires sert pour le calcul de la retraite, il y a beaucoup à perdre pour les cadres aux carrières ascendantes. Les futurs retraités ne pourront plus sélectionner [leurs 25 meilleures années](#) ou, dans la fonction publique, s'en tenir aux 6 derniers mois de carrière. Or les très hauts salaires du privé peuvent gagner un tiers de pension en plus grâce à cette règle même si, en fin de compte, ce gain est ramené autour de 12 % par le jeu des plafonds de cotisation.

Les plafonds de cotisation, justement, sont le deuxième sujet à risque pour les cadres. Via le régime complémentaire du privé Agirc-Arrco, ils cotisent jusqu'à huit fois plus qu'au régime de base : l'assiette maximum de salaire sur laquelle s'appliquent les cotisations est de 26.500 euros, contre 3.300 euros. Du coup, les pensions sont plus élevées. En moyenne, les cadres doublent leur pension totale grâce à l'Agirc-Arrco.

Mais le futur régime universel (base plus complémentaire) devrait être plus restrictif : on s'achemine [vers un plafond de salaire pris en compte pour les cotisations aux alentours de 10.000 euros mensuels](#) . Pour conserver les avantages des cadres supérieurs, il faudra soit s'en remettre à la capitalisation, soit reconstruire des régimes supplémentaires spécifiques.

Le casse-tête des primes des fonctionnaires

Faut-il intégrer le montant des primes des fonctionnaires dans le calcul des pensions ? Aujourd'hui, seuls les traitements sont pris en compte. Or les primes pèsent 22,6 % de la rémunération moyenne. Pour les agents de l'encadrement supérieur, ce ratio grimpe même à 46 %. Pour compenser ce manque à gagner, les fonctionnaires ont la possibilité de cotiser au sein de leur régime de retraite supplémentaire par capitalisation, le régime additionnel de la fonction publique (RAFP). Mais seulement sur 20 % de leurs primes.

Cette évaporation des primes à la retraite peut être source d'injustices. Car le taux de remplacement de la pension par rapport au dernier salaire varie fortement si l'on est dans un métier avec primes ou sans - par exemple, les enseignants, qui en touchent très peu.

Le futur système universel de retraite pourrait donc élargir l'assiette de cotisation des fonctionnaires aux primes. Mais alors il y aura évidemment des gagnants et des perdants parmi les agents publics. Et c'est toute la politique salariale de l'Etat qui serait à revoir. Des années durant, on a privilégié le levier des

primes, car elles permettent de bonifier les salaires sans prendre d'[engagements de retraite](#). A l'avenir, il pourrait y avoir un peu plus de pension, un peu moins de rémunération.

Le chantier explosif des droits familiaux

Le futur régime universel de retraite sera-t-il plus généreux avec les femmes que le système actuel ? Ce serait une façon de compenser des préjudices de carrière, des interruptions d'activité, et de favoriser le renouvellement démographique. Les pensions féminines sont inférieures de 26 % à celles des hommes, un fossé plus grand que [l'écart des salaires de 24 %](#) .

Cependant, les retraitées toucheraient encore moins sans une série de dispositifs réducteurs d'inégalités : les réversions, qui comblent à elles seules [15 points d'écart de pensions](#) et [les droits familiaux](#) . Ces derniers augmentent de 11,3 % la pension des mères et de 3,8 % celle des pères. Ils pèsent 18 milliards d'euros, dont près de 7 milliards en trimestres d'assurance offerts, 9 milliards de majorations financières, et 2 milliards d'allocations réservées aux parents démunis.

Ces droits vont croissant avec le nombre d'enfants. Ils représentent un quart des sommes touchées par les retraitées les plus modestes (premier décile). Mais le dispositif aggrave parfois les inégalités. Ce sont les pères qui profitent de 65 % des majorations pour parents de trois enfants, proportionnelles à la pension. Ce n'est pas forcément l'effet recherché. Tous ces droits familiaux, qui diffèrent selon les régimes, vont être rediscutés et harmonisés. Un chantier explosif.

Le sort indéterminé des travailleurs modestes

Comment éviter que les travailleurs modestes touchent des pensions à peine supérieures aux minima sociaux ? Avec l'augmentation programmée du minimum vieillesse à 903 euros par mois dès janvier 2020 (830 euros aujourd'hui), l'incitation à travailler va se réduire. Un salarié du régime général avec une carrière complète ne touche que 945 euros, pension complémentaire incluse. Guère plus que le dernier filet de sécurité tendu par la solidarité nationale.

Il toucherait encore moins s'il n'y avait le minimum de pension financé par son régime de retraite. Ce « minimum contributif » - ou « Mico » - s'élève à 412 euros pour un smicard, dès lors qu'il a au moins travaillé à mi-temps et qu'il a effectué tous ses trimestres. Les bénéficiaires, qui sont 8 fois sur 10 des femmes, améliorent ainsi de 27 % leur pension.

Les minima de type Mico ne devraient pas disparaître, mais être harmonisés. La CFDT veut même les porter au niveau du SMIC pour les smicards. Quoi qu'il en soit, il faudra réintroduire une notion de durée d'assurance dans le régime par points. Comme il est prévu de conserver l'âge minimal de départ à 62 ans, les travailleurs modestes devraient être doublement dissuadés de rendre leur tablier trop tôt.

Les départs anticipés sur la sellette

La retraite anticipée pour carrière longue est-elle menacée ? Dans le futur régime par points, la durée de la carrière deviendra secondaire. Mais on conservera la barre des 62 ans comme âge minimal de départ.

C'est trop haut pour les bénéficiaires de retraites anticipées. Ils étaient 307.000 au régime général en 2017, pour 3,4 milliards de pensions versées. Tous régimes confondus, le coût s'est élevé à 6,3 milliards. C'est dire si la formule créée en 2003 a fait florès. Le législateur a voulu adoucir le sort des assurés qui ont commencé à travailler à 17 ans ou plus tôt, et qui ont accumulé tous les trimestres requis.

Pour conserver cet avantage, il faudra donc probablement réintroduire une notion de durée d'assurance. A moins que l'on ne décide de mettre fin aux départs anticipés, pour les échanger contre de meilleures pensions.

D'autres départs anticipés sont sur la sellette, en particulier ceux des fonctionnaires en catégorie dite « active » (policiers, infirmières, etc.), qui peuvent partir dès 57 ans, comme c'est le cas aussi pour la plupart des agents des régimes spéciaux (52 ans pour un conducteur SNCF). Ces avantages pourraient être conservés en tout ou partie, si l'employeur (l'Etat ou l'entreprise) cotise à due proportion pour compenser la perte pour le régime universel.

VIDEO. Dans quel état financier est le système de retraite en France ? (Et que propose Macron pour le réformer ?) // <https://www.lesechos.fr/economie-france/social/0301910248896-apres-les-pensions-de-reversion-les-cinq-autres-dossiers-mines-de-la-reforme-des-retraites-2189005.php>

Solveig Godeluck

::: POLITIQUE

LE PARISIEN – 03/07/2018

17 Gouvernement : les ministres passent leur entretien d'évaluation



Édouard Philippe reçoit ce mardi Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation, premier à passer son grand oral.

Édouard Philippe entame ce mardi une série d'entretiens avec ses ministres. Objectif : évaluer le travail effectué et préparer les réformes à venir.

Il sera le premier à ouvrir le bal. Ce mardi matin, à 10h15 dans le bureau d'Édouard Philippe à Matignon, [Jean-Michel Blanquer](#) est attendu pour son grand oral : une heure trente d'entretien en tête-à-tête pour le ministre de l'Éducation nationale, dans le cadre de l'évaluation annuelle à laquelle tous les membres du gouvernement vont devoir se soumettre. Mercredi à midi, c'est Bruno Le Maire qui lui emboîtera le pas. Et ainsi de suite « tout au long du mois », fait-on savoir dans l'entourage de Philippe.

Des ministres sur la sellette, dans la perspective d'un éventuel remaniement ? « Je ne suis pas dans la sanction, je suis dans l'amélioration », a botté en touche, ce lundi matin, le locataire de Matignon sur RTL. « On n'est pas à l'école. Ça ne sera pas stop ou encore », tempère également l'un de ses collaborateurs, qui reconnaît néanmoins qu'il « ne s'agira pas d'un simple entretien de courtoisie... »

Il y a plus d'un an, alors en meeting pour la présidentielle à Dijon, Emmanuel Macron avait lancé pour la première fois cette idée d'[évaluer les membres de son gouvernement](#), avec possible sanction à la clé : « Ils auront une feuille de route, des objectifs et une évaluation politique. Et je ne les maintiendrai pas s'ils ne le font pas », avait-il froidement lâché.

«Ça reprend clairement les codes du business»

De quoi mettre les principaux concernés sous tension. « L'évaluation vaut pour tous : elle vaut dans l'entreprise, pour un étudiant et elle vaut aussi pour un ministre », prévient le patron de la République en Marche, Christophe Castaner. Quand d'autres ne cachent pas le côté un peu formel de la chose : « C'est bien de se poser. Mais le mot évaluation est un peu exagéré. C'est un point d'étape, rien de plus.

On n'attend pas ce moment pour se dire les choses », soupire le collaborateur d'un poids lourd du gouvernement.

Mais pour les macronistes de la première heure, l'initiative n'a rien d'une formalité. « Édouard Philippe est un vrai manager d'équipe. Donc il manage. Ça ne doit poser problème à personne », tranche le secrétaire d'État à la Cohésion des territoires, Julien Denormandie, bien qu'il ne soit pas soumis à l'exercice. « Ça reprend clairement les codes du business. Mais les meilleurs des codes du business, avec la notion d'efficacité qui prime », enfonce un autre ministre.

«On n'est pas là pour rigoler !»

Ces rendez-vous répondront, en effet, à deux objectifs : faire un point d'étape sur les mesures et réformes engagées et, surtout, préparer les réformes et transformations à venir. Avec les mêmes codes de l'entreprise.

Pour preuve, un tableau de « mise en œuvre » pour chaque chantier a déjà été demandé aux ministres avant leur grand oral. Il sera repris au moment de l'entretien. Que doit-il contenir ? « Les grands chantiers stratégiques pour chaque ministère, l'identification des responsables de réformes pour chaque administration, la définition des moyens de mise en œuvre, la préparation du calendrier et la définition de l'impact de la réforme sur le quotidien des Français, la dépense publique, la croissance et la compétitivité », énumère longuement Matignon. « Et oui, ça n'a pas l'air comme ça, mais on n'est pas là pour rigoler ! » s'esclaffe un ministre, dans l'attente de sa convocation.

Olivier Beaumont

LE FIGARO – 03/07/2018

18 Le redécoupage électoral affole les députés



Avec la réduction d'un tiers du nombre de parlementaires, les élus savent qu'en 2022 les places seront chères.

La mesure est simple sur le papier. Mais son application va créer un séisme dans la classe politique, dont les élus commencent tout juste à mesurer l'effet. À l'origine, il y a la promesse électorale d'Emmanuel Macron: [la réduction d'un tiers du nombre des parlementaires](#). Selon le projet de loi organique, l'Assemblée nationale passera de 577 sièges à 404, le Sénat de 348 à 244. Les parlementaires qui briguent un nouveau mandat vont donc accepter une réalité implacable: les futures places seront extrêmement chères.

Pour ne rien arranger, l'introduction d'une dose de proportionnelle (17% avec les Français de l'Étranger) réduit encore plus le nombre de circonscriptions en jeu. Résultat, plus de 200 d'entre elles vont être purement et simplement rayées de la carte électorale pour les législatives. Par exemple, le département du Nord va perdre une dizaine de députés et trois sénateurs. Les Bouches-du-Rhône, sept députés et deux sénateurs. «Nous serons quand même la première majorité de la Ve République qui va décider de

se réduire d'un tiers, c'est quand même héroïque!», rappelle à l'envi le président du groupe LaREM à l'Assemblée, Richard Ferrand.

Difficile à gérer dans une majorité pléthorique. «Ça revient à demander aux députés LaREM de se faire hara-kiri», estime l'ancien ministre Alain Marleix, l'un des meilleurs spécialistes de la carte électorale, chez Les Républicains. «Les députés de La République en marche commencent à comprendre la réalité des choses: qu'ils vont se détester entre eux», commente le président du groupe LR à l'Assemblée nationale, Christian Jacob, qui dénonce «l'affaiblissement du Parlement». C'est l'exécutif qui procédera au redécoupage.

Quand elle sera lancée, la procédure s'étalera sur dix-huit mois et sera bien encadrée (examen par le conseil d'État et une commission indépendante), mais le gouvernement conserve toutefois une certaine latitude dans le maniement des ciseaux... «C'est le gouvernement avec d'éminents juristes qui étudiera la nouvelle carte sous le contrôle du Conseil constitutionnel, assure Richard Ferrand. Les découpages à la papa, si je puis dire, c'est terminé, et c'est tant mieux. Tout cela se fera dans le respect de la loi.» Certains semblent toutefois en douter. «Il n'y a rien de plus difficile que de redécouper les circonscriptions à la baisse, juge le leader de Debout la France, Nicolas Dupont-Aignan. Et quand on connaît la partialité d'Emmanuel Macron, il y a vraiment de quoi s'inquiéter.»

La tentation des municipales

Le député de l'Essonne, réélu d'une courte tête en 2017, ne se dit pas inquiet pour sa terre d'élection. «J'ai gagné dans la pire des difficultés, je gagnerai dans celle-là. Je suis un cas à part, ma circonscription longeant les frontières départementales, je ne peux pas être charcuté. L'ancienne agglomération dont j'étais président était de toute façon à cheval sur les autres circonscriptions.» Il n'empêche, [Nicolas Dupont-Aignan cache de moins en moins son intérêt pour les européennes de 2019](#), un scrutin de liste national...

Le député Nouvelle Gauche des Pyrénées-Atlantiques David Habib propose, lui, que les responsables chargés du redécoupage soient entourés de spécialistes neutres: géographes, historiens ou économistes. «Ils font cela en Angleterre, et cela limite les magouilles», lâche celui dont le département devrait passer de 6 à 4 députés. Il y a des départements où le redécoupage sera simple: ceux qui, en raison de leur poids démographique, n'auront qu'un député et un sénateur - le Sénat souhaitait instaurer ce verrou pour éviter la déconnexion entre les élus et leurs représentants. La concurrence y sera d'autant plus rude.

Dans ce contexte, la tentation de quitter le Parlement [pour se lancer aux municipales de 2020](#) grandit chez certains élus de la majorité. Devant les journalistes de l'association des journalistes parlementaires, Richard Ferrand rappelle: «La moitié des parlementaires de mon groupe n'a jamais eu de mandat local ou national. Donc je crois qu'ils ont eu envie de donner cinq ans de leur vie à leur pays, mais ils ne sont pas configurés dans une logique de carrière politique à tout prix.» Et de minimiser le phénomène: «Je crois qu'il y en a une petite dizaine qui pensent aux municipales.»

Jean-Marie Girier, cheville ouvrière de la future carte des circonscriptions //

<http://premium.lefigaro.fr/politique/2018/07/02/01002-20180702ARTFIG00314-jean-marie-girier-cheville-ouvriere-de-la-future-carte-des-circonscriptions.php>

[Marcelo Wesfreid](#)

::: INTERNATIONAL

L'OPINION – 03/07/2018

19 Afrique: Macron est rattrapé par la realpolitik



Le Président de la République voulait se concentrer essentiellement sur l'éducation et l'émancipation des jeunes. Mais il se retrouve prisonnier du contexte sécuritaire Africain

Emmanuel Macron a entamé lundi à Nouakchott une mini-tournée africaine qu'il achèvera mercredi au Nigeria. Derrière son activisme, le Président n'arrive pas à imposer sa marque et sa vision sur un continent où la nécessité de garantir la sécurité des Etats et de lutter contre le terrorisme l'emporte sur la défense et la promotion des droits de l'Homme.

[L'ode macronienne à la jeunesse et aux femmes du continent n'est déjà plus qu'un lointain souvenir pour les Africains.](#) Quatorze mois après son arrivée à l'Élysée, le volontarisme du président français pour se débarrasser des oripeaux de la Françafrique se heurte à la crise sécuritaire en cours au Sahel doublée d'un recul démocratique sur le continent. L'ambiguïté française sur ce dernier point laisse de grandes marges de manœuvre aux dirigeants en place pour instrumentaliser la politique africaine de l'Élysée : ils mettent en avant la lutte contre l'insécurité pour justifier des reculs sur le plan des droits de l'homme. Résultat, le chef de l'Etat subit davantage le village franco-africain qu'il ne l'oriente dans un contexte où les moyens militaires et financiers sont dispersés.

« On n'arrête pas les vagues de la mer avec ses bras, explique un vieux routier de la Françafrique. Malgré toute la bonne volonté du monde, la politique africaine de la France connaît de profonds ratés sur les questions sécuritaires, de migration et du redéploiement économique des entreprises françaises sur le continent ». Certes, [Emmanuel Macron n'est pas responsable de l'héritage légué par ses prédécesseurs](#), notamment la crise libyenne qui a fortement déstabilisé le Sahel. Mais les remèdes préconisés par l'Élysée (approche sécuritaire, diplomatie, aide au développement) se fracassent sur la relative incapacité à entraîner les partenaires européens et l'opposition de Donald Trump à tout règlement multilatéraliste des crises.

Périmètre national. « La France macronienne s'affiche de facto comme une puissance africaine avec ses tares sécuritaires et économiques, explique Franck Hermann Ekra, politologue et fondateur à Abidjan du Lab'nesdem, laboratoire d'innovation et d'action publique. Elle n'a pas clarifié sa position à propos de la gouvernance démocratique et des droits humains ». Pour cet analyste, Paris pense plus à la gestion de son périmètre national qu'à se projeter sur des idéaux solidaristes. « L'essentiel de la géopolitique de l'Élysée porte sur l'endiguement de la pression migratoire et du terrorisme au Sahel », estime-t-il.

Au plan militaire, la concentration de l'intervention française dans la bande sahélienne, à la différence de la diplomatie américaine, obère sa capacité d'action dans le Golfe de Guinée. Résultat, la tentation de détérioration du jeu démocratique est actuellement forte en Guinée, au Togo et en Côte d'Ivoire. [L'instrumentalisation de la justice à des fins politiques est déjà en cours, notamment au Sénégal.](#)

« On laisse l'administration et les militaires mener la politique africaine, confie un diplomate français. Mais elle est ankylosée et n'a pas les moyens de suivre. L'ancien ministère de la Coopération, dissous sous François Hollande, avait son avantage : il centralisait et contraignait l'appareil français en l'obligeant à simplifier ses décisions à travers un canal de requête ».

Chaque pays est donc traité au cas par cas. Ainsi, sept ans après la révolution libyenne, l'Élysée tente de sauver la Libye dont l'effet est déstabilisateur dans toute la région. [La France a misé sur Ghassan Salamé, l'envoyé spécial de l'Onu](#), pour réconcilier les révolutionnaires, islamistes, kadhafistes et nationalistes. Mais ce dernier montre des signes d'essoufflement face à l'ampleur de la tâche et aux divisions régionales. « La France tient à la tenue de la présidentielle avant la fin de l'année, explique une diplomate africaine à Nouakchott. Cela risque de déboucher sur l'élection d'un président qui ne sera pas reconnu en dehors de la communauté internationale ».

Au Mali, l'action militaire française est embourbée. Les conflits intercommunautaires se multiplient dans le centre du pays où l'armée malienne commet des bavures. Accueillis comme des libérateurs en 2013, les soldats français font face à une hostilité grandissante des populations. Dimanche, [la force « Barkhane »](#) a subi une attaque suicide à Gao. Bilan : 4 morts et 24 blessés. Deux jours plus tôt, les djihadistes d'AQMI ont détruit une partie de l'état-major du G5 Sahel à Sévaré.

Transgression. En Centrafrique, [le président Touadéra s'est tourné vers la Russie](#) pour remédier aux insuffisances européennes. Le Kremlin a envoyé des conseillers et les hommes de la société de sécurité privée Wagner pour former et équiper l'armée nationale.

Un an après son arrivée au pouvoir, Emmanuel Macron n'a donc pas encore réussi à répondre aux aspirations d'une société civile africaine qui misait sur la volonté de disruption et de transgression du plus jeune président de la Ve République, élu à 39 ans. Il en vient même à faire reposer son ambition de refondation africaine entre [les mains de Paul Kagamé, actuel président de l'Union africaine](#), qui promeut un ambitieux agenda de réformes. Il a apporté tout son soutien aux réformes de l'UA sur le financement de ses propres opérations de maintien de la paix mais la figure du despote « éclairé » de Kigali, qui vante le miracle économique rwandais, séduit autant qu'elle agace sur le continent.

Le chef de l'Etat cherche enfin à sortir la politique française d'aide aux pays du Sud de la « naphtaline » à l'heure où la Commission européenne renégocie difficilement son partenariat avec les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique). Il a ainsi confié au [député Hervé Berville](#), la rédaction d'un rapport sur la politique d'aide au développement (fonction, instruments, priorités...) qui sera rendu prochainement. Cela permettra peut-être enfin de définir un nouveau récit...

Afrobeat, défilé de mannequins, cinéma, NBA... Un voyage « décalé » pour Macron au Nigeria // <https://www.lopinion.fr/edition/international/afrobeat-defile-mannequins-cinema-nba-voyage-decale-macron-nigeria-155454>

19.1 [Rony Brauman, ancien président de MSF : «Les interventions militaires françaises créent des rentes sécuritaires en Afrique» // https://www.lopinion.fr/edition/international/rony-brauman-interventions-militaires-francaises-creent-rentes-155445](#)

[Pascal Airault](#)

LE MONDE – 03/07/2018

20 En Allemagne, Merkel sauve son gouvernement mais reste en sursis



La chancelière a finalement renoncé à sa politique migratoire d'accueil, mais reste une cible privilégiée pour les courants conservateurs les plus durs.

La chancelière allemande, Angela Merkel, a réussi à sauver son gouvernement en acceptant de renoncer définitivement à sa politique migratoire généreuse, mais ce répit pourrait n'être que de courte durée. « *Le climat dans une coalition gouvernementale n'a probablement jamais été aussi empoisonné que dans celle-ci* », commente mardi 3 juillet le quotidien *Bild*, le plus lu outre-Rhin, après l'accord aux forceps obtenu la veille entre la chancelière et son ministre de l'intérieur rebelle, qui réclamait de réduire fortement le nombre de demandeurs d'asile arrivant dans le pays.

La dirigeante conservatrice a fait l'objet d'une remise en cause sans précédent de l'intérieur même son équipe. Elle va devoir, après presque treize années au pouvoir, redoubler d'efforts afin de restaurer son autorité et consolider la fragile coalition gouvernementale, difficilement mise en place en mars, entre son parti de centre droit, la CDU, la droite bavaroise de la CSU et les sociaux-démocrates du SPD.

Alors que la présidente de ces derniers, Andrea Nahles, a salué la fin des hostilités dans le camp conservateur, l'un des spécialistes des questions migratoires au sein de sa formation, Aziz Bozkurt, a fustigé des restrictions migratoires qui vont « *totalemment dans le sens* » de l'extrême droite.

Si le SPD devait rejeter ce compromis, tous les efforts d'Angela Merkel pour sauver son gouvernement seraient remis en cause. Une réunion au sommet des trois partis de la coalition est prévue mardi à 16 heures.

Une cible privilégiée

M^{me} Merkel reste une cible privilégiée pour les courants conservateurs les plus durs, y compris donc au sein de sa propre famille politique. En cause, sa décision en 2015 d'ouvrir l'Allemagne à des centaines de milliers de candidats à l'asile.

A la tête des frondeurs : le président de la CSU, Horst Seehofer, que la chancelière espérait pouvoir garder sous contrôle en le nommant ministre de l'intérieur. Mais celui-ci s'inquiète pour son parti, qui risque de perdre sa majorité absolue lors d'élections régionales en automne en raison de la percée attendue de l'extrême droite.

Si tel est le cas, les hostilités contre Angela Merkel, accusée de mener une politique trop centriste, repartiront de plus belle. Car la fronde de la CSU la visait aussi personnellement, de nombreux médias y voyant une tentative de « *putsch* » de son aile droite.

« Camps d'internement »

Lundi soir, la chancelière a dû céder beaucoup de terrain en acceptant de fortes restrictions à l'immigration. L'un des proches du ministre de l'intérieur, Markus Blume, a d'ailleurs parlé d'un « *tournant de la politique d'asile* » allemande.

Concrètement, les demandeurs d'asile arrivant en Allemagne mais déjà enregistrés dans un autre pays de l'UE – c'est-à-dire la grande majorité d'entre eux – seront placés dans des « *centres de transit* » à la frontière avec l'Autriche en attendant leur renvoi vers le pays d'entrée.

Bernd Riexinger, un dirigeant de la gauche radicale, a parlé de « *camps d'internement de masse* », dans une référence au passé nazi de l'Allemagne. Il a demandé au SPD de refuser ce compromis.

En principe, les renvois de migrants doivent se faire en accord avec les pays d'entrée et non de manière unilatérale. Si des accords ne peuvent toutefois être trouvés, il est prévu de refouler les migrants vers l'Autriche. Reste à savoir ce qu'en pensera Vienne.

Le gouvernement autrichien, associant extrême droite et conservateurs, qui vient de prendre la présidence tournante de l'UE, a déjà prévenu qu'en pareil cas il prendrait des mesures identiques à ses propres frontières. Avec le risque d'un effet domino en Europe.

Accord migratoire en Allemagne : ce que l'on sait //

https://abonnes.lemonde.fr/europe/article/2018/07/02/allemande-apres-avoir-trouve-un-accord-avec-merkel-le-ministre-de-l-interieur-renonce-a-demissionner_5324815_3214.html

Vous souhaitant une bonne journée.

Bien à vous,

Elena NATALITCH

Chargée de Communication

251, bd Pereire - 75852 PARIS Cedex 17

Tél. : 01 40 55 12 43

Fax : 01 40 55 12 40

elena.natalitch@medef-idf.fr

www.medef-idf.fr

<https://www.facebook.com/medef.idf>



Mouvement des Entreprises de France
MEDEF Ile-de-France

CAP IDF

LE MOIS DE MARS
ET LA MARCHÉ



PAGE 25
**TONY
ESTANGUET**
PRÉSIDENT
DE PARIS
2024

DOSSIER
LES JOUX D'ÉTÉ 2024

64